

Avis de la Demande de Cotation N° ⁸ ~~1~~ /DC/ARSEL/DG/SIGAMP/CIPM/2025 du ²² ~~1~~ /2025 pour
l'acquisition du mobilier de bureau de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité au titre
de l'exercice 2025

1. Objet de la Demande de Cotation

Dans le cadre de l'exécution du budget de l'exercice 2025, le Directeur Général de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL), Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'ARSEL, une consultation pour solliciter l'acquisition et l'installation du mobilier de bureau de l'ARSEL.

2. Consistance des prestations

Les prestations comprennent notamment l'acquisition et l'installation du mobilier de bureau de l'ARSEL suivant le tableau ci-dessous.

N°	Description des fournitures
1	Acquisition et installation 05 fauteuils directeur ergonomique
2	Acquisition installation de 25 fauteuils secrétaire ergonomique
3	Acquisition installation de 05 tables de bureau de direction

3. Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte aux entreprises de droit camerounais, justifiant des capacités techniques et financières et spécialisées dans la fourniture du mobilier de bureau.

4. Financement

Les prestations, objet de la présente Consultation, seront financées par le budget de l'ARSEL, de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation 2025 004 45 000471 612082

5. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne :

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au service en charge des Marchés, à la Direction Générale de l'ARSEL, sis quartier Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), BP 6064 Yaoundé, Téléphone : (+237) 222 211 011 ; email ledoua@arsel-cm.org dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue dès publication du présent avis auprès des services en charge des Marchés de l'ARSEL sis quartier Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), (à côté du supermarché DOVV), BP 6064 Yaoundé, Tél: 222 21 10 11. Cet acquisition se fait contre présentation d'une quittance de versement de la somme (**non remboursable**) de trente mille (30 000) FCFA dans l'un des comptes ouverts au CAS-ARMP dans les livres de la BICEC sous les numéros 33598860001/94 à Yaoundé et 33598860001/39 à Douala - Bonanjo, ou dans les agences de tous les chefs-lieux de Région et celles des villes de Limbé et Dschang, ceci au titre des frais de dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

8. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études préalables est de 20 000 000 XAF (vingt millions de franc CFA) Toutes Taxes Comprises (TTC).

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC et dont le montant s'élève à quatre cent mille franc CFA (400 000) valide 30 jours après le délai de validités des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture est irrecevable.

10. Remise des Cotations

La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 04/11/2025 à 13h00, heure locale.

Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Nb : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 04/11/2025, à 14h00 par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de délibération de la CIPM/ARSEL à la Direction Générale de l'ARSEL, sis quartier Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), à côté du supermarché DOVV, BP 6064 Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans la DC ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Critères d'évaluations

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- a. la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b. l'absence de la caution de soumission accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC) à l'ouverture des plis ;
- c. les fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d. l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- e. le non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- f. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- g. l'absence d'échantillons numériques de tous les gadgets à produire.
- h. l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- i. la non-conformité du modèle de soumission ;
- j. l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- k. l'absence de l'agrément ou de l'autorisation du fabricant le cas échéant ;
- l. l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- m. l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- la méthodologie ;
- le délai d'exécution.

14- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est de 30 jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

15- Tranches/Allotissement

RAS

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations–pendant la durée de 30 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Siège de l'ARSEL, sis quartier Bastos, Rue Joseph Mballa Eloumden (1.777), BP 6064 Yaoundé, Téléphone: (+237) 222 211 011 ; email : ledoua@arsel-cm.org et auprès des services en charge des Marchés de l'ARSEL ; Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

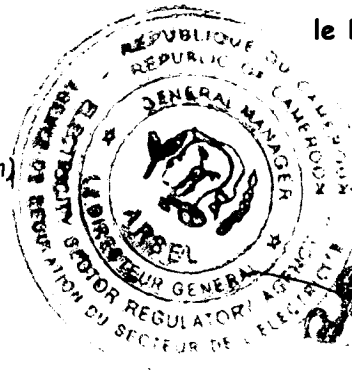
19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD au numéro par WhatsApp au +237 658 262 682

Yaoundé le 08 OCT 2025

Copies

- MINMAP
- ARMP
- Maître d'Ouvrage;
- Président CIPM/ARSEL
- Affichage -chrono (pour information/publication)



le Directeur Général

Jean Pascal Nkomo

Request for Quotations
N° 04/RQ/ESRA/GM/SIGAMP /TB/2025 of 08/10/2025
For the acquisition and installation office furniture to the Electricity Sector Regulatory Agency (ESRA) for the year 2025

1. Subject of the Request for Quotation

Within the framework of the execution of ESRA L's budget for the year 2025, the Director General of ESRA, Contracting Authority, launches on behalf of ESRA, a Request for Quotations, for the acquisition and installation of offices furniture.

2. Nature of services

The services include in particular the acquisition and installation of offices furniture of ESRA according to the table below:

N°	Description of supplies
1	Acquisition and installation of 05 director's ergonomic chairs
2	Acquisition and installation of 25 secretary ergonomic chairs
3	Acquisition and installation of 05 executive office tables

3. Participation and origin

Participation to this Request for Quotations is opened to companies of Cameroonian legal status, specialized in office supplies.

4. Financing

The services which are the subject of this consultation, will be financed by 2025 budget of ESRA, budgetary head 2025 004 47 000471 612082

5. Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is only online;

6. Consultation of the Request for Quotation File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours at the Department in charge of public procurement of the Head Office of ESRA, Joseph Mballa Eloumden street (1.777), Bastos ,P.O. Box 6064 Yaoundé, Telephone: (+237) 222 211 011; email ledoua@arsel-cm.org and ophob@arsel-cm.org . It may equally be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm) or on any other electronic communication means indicated by the Project Owner (to be specified).

7. Acquisition of the Request for Quotation file

The Request for Quotations' documents may be consulted during working hours at the Department in charge of public procurement of the Head Office of ARSEL, Joseph Mballa Eloumden street (1.777), Bastos ,P.O. Box 6064 Yaoundé, Telephone: (+237) 222 211 011; email ledoua@arsel-cm.org. The physical Request for Quotations' documents can be obtained upon payment of a non-refundable sum of 30 000 (thirty thousand) FCFA.

It is equally possible to freely download the soft version of the Request for Quotation File (RQ) on the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, the online bidding is subject to the payment of the purchase fees of the Request for Quotation File (RQF).

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is twenty million (20.000.000) F CFA

9-Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of **four hundred thousand (400 000) CFA F** valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

10-Submission of Quotations

For **online bidding**, the quotation shall be forwarded by the bidder on the COLEPS platform latest **the 14/11/2025 at 1:00 PM, local time.**

A copy of the quotation recorded on a USB key or CD/DVD shall be forwarded in a sealed envelope with the clear and readable inscription "backup copy".

NB: Size and format of files

For **online bidding**, the maximum size of documents that will transit on the platform and representing the bidder's offer shall be the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents ;
- JPEG for images.

(The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.)

11-Opening of bids

The bids shall be opened in a single stage.

The opening of the administrative documents and the technical and financial offers will take place on **14/11/2025** as from 2.00 pm local time, by the Internal Tenders Board of the Electricity Sector Regulatory Agency (ESRA) in Yaoundé, in the presence of bidders or their duly accredited representatives holding proof of their mandate.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

[The launching of the bid-opening session must be done not later than one hour after the time-limit for the submission of quotations specified in the Request for Quotation File].

12-Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical and the financial quotations must be placed in separate

envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderer;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Failure to comply with the number of copies specified in the Request for Quotation File (RQF) or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13-Evaluation criteria

The evaluation criteria are of two types: eliminatory criteria and essential criteria.

13.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria include:

- a. Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b. Absence of bid bond accompanied by CDEC's receipt;
- c. False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d. Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- e. Failure to comply with the bid file format; in case on submission online;
- f. Absence of a quantified unit price in the quotation;
- g. Absence of digital sample of all the furniture to be produced;
- h. Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- i. Non-compliance with the submission model;
- j. Absence of prospectus accompanied by manufacturer's technical sheets;
- k. Absence of approval or manufacturer's authorisation, if applicable;
- l. Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- m. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

13.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed.

It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on:

- presentation of bid ;
- Bidder's References;
- Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of

- financial solvency);*
- *Methodology.*
- *Execution timeframe.*

14-Estimated exécution period

The maximum period provided by the Project Owner or the Delegated Project Owner for the performance of the services covered by this Request for Quotation is 30 calendar days. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

15-Award

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the Jobbing Order to the bidder who presented a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates.

16-Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their **Quotations** during 30 days from the deadline set for the submission of **Quotations**.

17-Additional information

Further information may be obtained during business hours at the Department in charge of public procurement at the Head Office of ARSEL, Joseph Mballa Eloumden street (1.777), Bastos ,P.O. Box 6064 Yaoundé, Telephone: (+237) 222 211 011; email ledoua@arsel-cm.org or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other means of electronical communication indicated by the Project Owner.

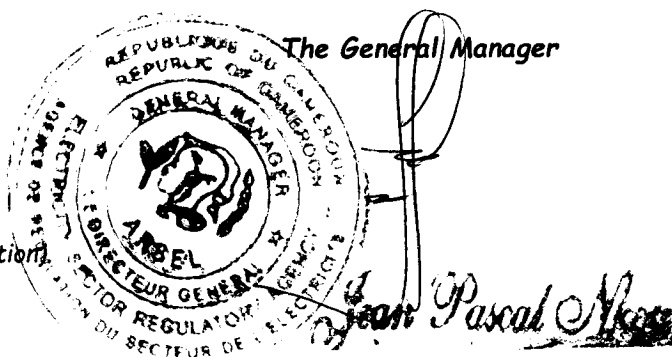
18-Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Unit for the Fight Against Corruption of the PO/DPO at by WhatsApp at +237 658 262 682 and ARMP at _____.

Yaoundé,

Copies

- MINMAP;
- ARMP ;
- Chairperson of the TB concerned ;
- President CIPM/ARSEL ;
- Posting/File (for information/publication).

The General Manager

The stamp is circular with the text 'REPUBLIQUE DU CAMEROUN' at the top, 'AGENCE DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE' around the perimeter, and 'ARSEL' in the center. Below the stamp is a handwritten signature that appears to read 'Jean Pascal Nkomo'.